



Kigali, février 1994. Des casques bleus belges présents sur place, dix ont été tués jeudi.

RWANDA

## Kigali, la mort aveuglément

Depuis l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana, les combats ont fait des milliers de morts dans la capitale rwandaise.

Quarante-huit heures après la mort des Présidents Juvénal Habyarimana du Rwanda et Cyprien Ntaryamira du Burundi, les combats entre militaires de l'armée régulière et unités de la Garde présidentielle ont transformé Kigali en ville fantôme. Vendredi, seuls les éléments de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar) se risquent encore à patrouiller la capitale rwandaise, dont les rues étaient jonchées de cadavres.

D'après un bilan provisoire établi vendredi soir à Genève par le Comité international de la Croix-Rouge après avoir été en contact avec les représentants de l'organisation à Kigali, il y aurait « des milliers de morts et des milliers de blessés », notamment parmi la minorité tutsi. Rien qu'à la morgue de l'hôpital central et devant le bâtiment, on dénombrerait déjà hier soir quatre cents cadavres. De sources médicales, le nombre total des victimes – incalculable en raison des massacres qui se sont déroulés dans des endroits reculés de la capitale, voire à l'intérieur de certaines maisons – serait si important que les deux grands centres hospitaliers de Kigali ne suffisent plus à les soigner. Hier soir, selon Radio France Internationale, un sous-officier français et sa femme, dont l'identité et les circonstances de la mort n'ont pas été révélées, auraient été tués à leur domicile.

Des sources humanitaires basées à Kigali font état de massacres perpétrés par les éléments hutus de la Garde présidentielle à l'encontre de membres de la minorité tutsi. Plusieurs employés tutsis travaillant pour des organisations humanitaires, dont un chauffeur de la Croix-Rouge belge, ont ainsi été exécutés, parfois sous le porche des résidences des expatriés, sans que ces derniers ne puissent intervenir. « La ville est le théâtre de pogroms et d'une campagne de purification ethnique », affirmait hier de Kigali le représentant du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies. Jeudi, outre ces victimes « ethniques », figurent également les dix-neuf ecclésiastiques et personnels du centre Christus de Kigali. Après

avoir investi le centre et enfermé les étrangers à l'écart, un groupe de militaires a abattu trois pères jésuites, cinq prêtres, neuf jeunes filles effectuant une retraite religieuse, une assistante sociale de passage et le cuisinier, tous de nationalité rwandaise.

Dans la traque lancée dès jeudi contre les opposants par la Garde présidentielle – une unité d'élite de l'armée exclusivement composée de Hutus et farouchement hostile à toute concession en faveur de l'ethnie minoritaire – figurent notamment de nombreuses personnalités rwandaises connues pour leur combat en faveur du processus de transition qui devait permettre à la minorité tutsie de participer à la vie politique du pays. Ainsi, le Premier ministre tutsi, Agathe Uwilingiyimana, a été froidement abattue devant le palais présidentiel. Les dix Casques bleus belges qui assuraient sa protection et avaient tenté de couvrir sa fuite, alors que des membres de la Garde présidentielle encerclaient sa maison, ont été tués à leur tour. « Les militaires belges ont été désarmés, puis emmenés vers un camp militaire où ils furent exécutés », précisait hier un communiqué du ministère belge de la Défense.

Jeudi soir, à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU réagissait en demandant « instamment le respect de la sécurité de la population civile et des communautés étrangères vivant au Rwanda, y compris les membres de la Minuar et les autres personnels de l'ONU ». Plus pragmatique, le représentant spécial des Nations unies au Burundi voisin, Ahmedou Ould Abdallah, a ouvertement souhaité que les Casques bleus puissent bénéficier du « droit de légitime défense » et assurer la protection des populations civiles « dans ces régions où il n'y a pas de retenue et où les bavures risquent de ne pas être des exceptions ». Au cours de la même journée, le ministre du Travail, Landouald Ndasingwa (un responsable tutsi du Parti libéral), ceux de l'Information et de l'Agriculture, le président de la Cour constitutionnelle et celui de l'Assemblée nationale avaient été à leur tour abattus avec des membres de leurs familles par des sol-

dats de la Garde présidentielle. Plus chanceux, quatre ministres, onze officiels et leurs familles, soit un total de soixante et onze personnes, ont pu gagner l'ambassade de France, dont la sécurité est assurée par un petit détachement d'une trentaine de militaires français encore présents dans la capitale rwandaise.

A Paris, le ministre de la Coopération et le Quai d'Orsay n'avaient toujours pas pris de décision définitive concernant le rapatriement des quelque six cents ressortissants français, mais ont toutefois affirmé que les troupes françaises basées au Centrafrique étaient en état d'alerte. « Pour l'heure, l'aéroport est contrôlé par la Garde présidentielle, et deux camions ciernes en travers de la piste interdisent tout atterrissage », expliquait hier un diplomate pour qui tout plan d'évacuation de nationaux s'élaborerait en concertation avec la Belgique, l'ancienne puissance coloniale. Hier, le vice-Premier ministre belge annonçait qu'un Boeing 737 de la Sabena était parti pour Bujumbura, la capitale du Burundi voisin, en vue d'une éventuelle évacuation d'urgence des quelque 1 500 ressortissants belges du Rwanda.

Les combats qui avaient opposé jeudi certains éléments loyalistes de l'armée rwandaise aux soldats de la Garde présidentielle ont pris depuis un nouveau tournant. Un bataillon d'anciens rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR), arrivé à Kigali en décembre dernier pour assurer la sécurité des représentants du FPR devant entrer dans les institutions de la transition, aurait lancé plusieurs opérations d'envergure contre des unités de la Garde présidentielle. Selon le colonel Luc Marchal, commandant des Casques bleus belges, « le FPR a fait un sérieux nettoyage au niveau de l'unité de la Garde présidentielle. La leçon a été donnée ». Selon un diplomate occidental cité par l'AFP, une intervention du gros des forces du FPR, basées à Mulindi, près de la frontière avec l'Ouganda, et qui totalisent de 20 à 30 000 hommes, n'est pas à exclure. Elle ferait alors « basculer à nouveau le pays dans la guerre civile ». Alain FRILET

AFRIQUE DU SUD

## Mangosuthu Buthelezi, encombrant ex-allié de l'ANC

Le fédéralisme ethnique que prône le leader de l'Inkhata, issu de l'organisation de Mandela, en fait le trublion du jeu politique sud-africain.

Un sommet à quatre entre le président De Klerk, le leader de l'ANC Nelson Mandela, celui de l'Inkhata Mangosuthu Buthelezi et le roi des Zoulous Goodwill Zwelithini s'est ouvert vendredi. Son but est de permettre la tenue des élections au KwaZulu, le Bantoustan autonome dirigé par Buthelezi, opposé, avec le roi Goodwill, à l'organisation du scrutin. A l'ouverture du sommet, l'ANC a proposé de reconnaître Goodwill comme « monarque constitutionnel ».

Johannesburg, de notre correspondante

Il est le seul dirigeant sud-africain à faire l'unanimité contre lui. A force d'insulter l'ANC, de dénoncer le « complot des médias », de hurler à la face d'ambassadeurs et de faire la leçon aux ministres en visite, Mangosuthu Buthelezi a perdu toute crédibilité. L'irascible dirigeant de l'Inkhata est perçu comme un roitelet sans légitimité et sans soutien, se posant aujourd'hui en obstacle sur la voie de premières élections multiraciales. Il mériterait donc de disparaître. C'est aller un peu vite en besogne.

Depuis 1983 et la création du Front démocratique uni, réincarnation légale de l'ANC alors banni, les jeunes « camarades » n'ont eu de cesse de dénoncer Buthelezi comme « marionnette de l'apartheid ». Ils lui reprochaient de faire le lit du régime en acceptant, en 1970, de prendre la tête du homelands autonome KwaZulu. Or, les plus anciens de l'ANC auraient dû se souvenir qu'ils avaient beaucoup insisté pour convaincre un Buthelezi réticent. Le projet de l'ANC était alors d'utiliser cette position de choix – une structure légale de l'apartheid – pour placer un des siens, ancien membre de sa ligne de la jeunesse de l'ANC.

Cinq ans plus tard, la création de l'Inkhata, une organisation prétendant culturelle pour faire renaitre les traditions zouloues, relevait de la même idée. « L'objectif de l'ANC était d'avoir une organisation démocratique qui lutte contre l'apartheid de l'intérieur », a confirmé Jacob Zuma, secrétaire général adjoint de l'ANC et son seul haut dirigeant zoulou. Seulement, dans les années suivantes, les désaccords entre Buthelezi et l'ANC s'accroissent. En 1979, lors d'une rencontre secrète à Londres, c'est la rupture: le dirigeant zoulou refuse de soutenir la lutte armée et la politique de sanctions économiques prônées par l'ANC.

Enivré par le pouvoir, Mangosuthu Buthelezi avait-il un dessein caché? Pour ses détracteurs, ses tentatives répétées de conciliation avec Pretoria, dans les années 80, ont prouvé qu'il souhaitait se présenter comme alternative modérée à l'ANC. De fait, tout en réclamant la libération de Mandela, Buthelezi, grâce à ses thèses libérales d'économie de marché et de solution politique négociée, jouit à l'époque d'une formidable aura auprès des hommes d'affaires sud-africains et des Occidentaux. Avec la relaxe du diri-

geant de l'ANC en 1990, le dirigeant de l'Inkhata encourt le risque d'être relégué dans l'arrière-cour des chefs tribaux. Les violences entre les deux organisations rivales se déplacent du Natal dans le Transvaal, le bastion de l'ANC. De cette « guerre des townships » dépend l'envergure nationale du leader zoulou. Or, sans que ses partisans soient en mesure de s'imposer, Buthelezi est éclaboussé par des révélations sur les liens entre son organisation et une « troisième force » au sein de l'appareil sécuritaire qui chercherait à saboter la transition démocratique.

Le Parti national de Frederik De Klerk trouve là des raisons supplémentaires de prendre ses distances avec un allié de plus en plus encombrant. D'autant que l'ANC lui propose de troquer son pacte électoral avec l'Inkhata, dans l'opposition, contre des maroquins dans le futur gouvernement d'union. En septembre 1992, l'accord de paix signé entre De Klerk et Mandela condamne définitivement Buthelezi au repli sur son « fief ethnique, le KwaZulu/Natal. Il a beau jeu de raviver la fierté et l'esprit de la « grande nation » zouloue, à nouveau menacée de « disparition ». Un siècle après la mise sous tutelle britannique, le danger viendrait des velléités centralisatrices du futur gouvernement ANC, dominé par l'autre grande ethnie noire sud-africaine, les Xhosas. Une crainte qui trouve d'autant plus d'écho que le souverain zoulou Goodwill Zwelithini se déclare « méprisé ».

Parallèlement à ses menaces de « guerre civile en cas d'oppression », Buthelezi pratique la politique de la chaise vide sur le front des négociations. Il quitte le forum multipartite où s'élabore la Constitution en juillet dernier, le jour où est adoptée la date des futures élections. « Sa grande erreur a été de croire qu'il pouvait, comme l'ANC, arrêter et reprendre les pourparlers selon sa volonté », commente John Kane-Berman, le directeur de l'Institut des relations raciales. « L'Inkhata n'a ni de capacité d'actions de masse, ni le soutien de la presse. Il s'est aussi discrédité en s'associant à l'extrême droite », au sein de l'Alliance de la liberté, un front composite du refus. Pourtant, les revendications de Buthelezi sont loin d'être excessives. Le dirigeant de l'Inkhata réclame un authentique fédéralisme, qui offrirait aux minorités à base régionale, telles que les Zoulous dans le Natal, une assise politique capable de faire contrepoids à la majorité.

Pour avoir de tout temps milité en faveur d'une Afrique du Sud sans barrière raciale, l'ANC ne peut concevoir de céder à la « tentation ethnique » incarnée par Buthelezi. Avec d'autant plus d'obstination, d'ailleurs, que bon nombre de ses dirigeants estiment que le soutien du « chef » zoulou est minime et que l'heure est venue de se débarrasser de lui. Faute d'un accord politique, c'est bien ce qui pourrait arriver à Mangosuthu Buthelezi.

Corinne MOUTOUT